

## L'Europe et ses Etats

**Author :** Jean Picq

**Categories :** [Monde](#), [Politique](#)

**Date :** 6 février 2012

Alors que l'Europe vacille, nous serions tenté de dire plutôt que la crise actuelle de l'endettement dettes fait vaciller les parties constitutives de l'Europe, les Etats, et non l'Europe en elle-même. L'Europe comme tout apparaît même comme la seule solution rationnelle au delà des querelles nationales. Mais ce n'est pas si simple que cela, car l'Etat en Europe est une histoire ancienne. Retour sur la crise de l'Europe et la place des Etats avec Jean Picq, professeur à Sciences Po Paris.

« L'Etat est né en Europe, l'Europe est une construction des Etats. C'est par eux qu'elle s'est faite tout au long des cinquante dernières années. Depuis l'origine, un débat pertinent oppose ceux qui, s'appuyant sur l'histoire des nations qui la composent, en tiennent pour une construction intergouvernementale et ceux qui, forts de l'expérience des premiers traités, croient que seule une logique fédérale peut permettre d'avancer. La réalité observée est celle d'une délicate alchimie des deux logiques que traduit parfaitement l'oxymore de Jacques Delors, qualifiant l'Union de « fédération d'Etats-nations ». Mais vient un jour - et nous y sommes - où l'alchimie, révélant ses faiblesses, doit être redynamisée par un effort politique d'invention. On peut soutenir en effet que le traité de Maastricht attestait d'une logique fédérale avec la décision de créer l'euro et une banque centrale indépendante mais tolérait une logique intergouvernementale en se contentant d'un pacte de stabilité mal ficelé et sans code de bonne conduite. Nous en payons aujourd'hui les conséquences qui peuvent être mortelles pour l'Europe. Il faut donc que les Etats, responsables de ce défaut volontaire de conception, s'emploient à le corriger sans tarder avant que les marchés ne les sanctionnent de manière définitive. La crise des dettes souveraines qui affecte la zone euro n'est une crise de l'Europe que parce que les 17 Etats qui ont fait le choix d'une monnaie « souveraine » l'ont fait sans accepter d'en payer le prix, c'est à dire une discipline budgétaire exigeant surveillance européenne et comportant les sanctions en cas d'infraction. Si dans un immeuble, des copropriétaires ou des locataires ne se comportent pas bien ou ne paient pas leurs charges, c'est toute la communauté qui en pâtit. Il en est de même de l'Europe et de ses Etats qui sont seuls responsables de l'emballlement de leurs dettes. Ce qui est en cause, c'est ce qu'on appelle le « système euro ». C'est ce système qu'il faut réformer. La défiance des marchés ne vise pas tant l'euro - une monnaie appréciée partout dans le monde et par les citoyens européens qui en mesurent les inestimables avantages dès qu'ils circulent dans l'espace unique -, que les responsables politiques, accusés d'être toujours en retard dans leurs réactions. Faudrait-il que leur manque de sagesse d'hier nous prive de ce bien commun? Le temps presse et ils semblent l'avoir compris. Il faut s'en réjouir. L'implosion de la zone euro serait un dramatique retour en arrière. Car la question, fondamentale qui nous est posée est de savoir si,

dans notre monde tel qu'il est, chacun des Etats européens peut s'en sortir « seul ». La réponse est évidemment non. Il est nécessaire de le croire. Tout le reste est affaire de modalités, c'est à dire de capacité à trouver les compromis politiques nécessaires pour ne pas périr. Il n'est pas interdit d'espérer ».